

La CORSE

un paradis pour mourir...

...mais les Corses
voudraient aussi y vivre.
"Vous avez le soleil et l'eau",
leur a dit M. Pompidou.
C'est vrai :
ils n'ont que cela

Une maison isolée sur la route de Bastelica, un peu avant le jour. Une vieille femme guette la voiture postale. Elle attend un cadeau de son fils. Bientôt le chauffeur dépose à ses pieds un volumineux paquet. C'est une girouette. Le fils, qui habite Paris, l'a dénichée aux puces. C'est une histoire corse.

Ce n'est pas pour prendre le vent. C'est parce qu'une girouette, ça se voit de loin. On vit à Paris, en 1968. On est ingénieur, professeur, n'importe quoi. Mais on pense à envoyer à sa mère un cadeau qui puisse se remarquer à 500 mètres, enorgueillir la maison. C'est comme pour le bicentenaire de la naissance de l'empereur que la Corse prépare dans une espèce de fièvre, bavarde mais indolente. La France connaît bien la Corse. La Corse quémande des routes, des écoles. On lui envoie Napoléon, cette girouette qui se verra du monde entier.

Attachés à cette girouette, quelques menus cadeaux qu'Ajaccio s'appête à recevoir. Les derniers bienfaits de l'Empereur : un hôtel de 200 chambres sur la place du Diamant. La restauration du palais Fesch. Une nouvelle route des Sanguinaires. Et des discours. Peut-être un discours du général de Gaulle sur Napoléon — le plus grand des Français comme il l'a déjà dit — le chef militaire, le réorganisateur de l'Etat. Peut-être un discours de Malraux sur Bonaparte, le visionnaire attiré par l'Orient, l'épée de la Révolution, l'ami du conventionnel Salicetti, le protégé de Robespierre. (On ne sait pas encore qui de Napoléon ou de Bonaparte sera célébré le 15 août 1969, deux cents ans après cette Nativité de 1769 où à Ajaccio « une autre fois Dieu s'est fait homme », comme dit la chanson.)

Dans la traîne de l'empereur, les Ajacciens trouveront encore un festival historique, des défilés militaires, un festival du film napoléonien, Abel Gance, Jérôme Carcopino. C'est peu pour une « année corse ». Où logerait-on les 300 000 exilés de

la « diaspora » si on les décidait à venir en pèlerinage ? Dans l'île rien n'est prêt. Les Corses attendent toujours l'élargissement, à six ou sept mètres, de leurs routes principales. Ils attendent toujours l'essentiel, un statut, un avenir. Le bicentenaire napoléonien risque de n'être que la reconstitution du passé. Ajaccio ne sera pas Grenoble.

Une révolte triste

« Questo paese non è per noi » disait Bonaparte à ses frères. « Ce pays n'est pas pour nous. » C'est un paradoxe que de voir les Corses attendre encore leur salut de cet empereur des Français qui a contribué à dépeupler, déshériter, éloigner l'île en centralisant la France, à persuader ses compatriotes que la vie commence de l'autre côté de la mer. Aux illusions du bicentenaire, les régionalistes opposent la déportation économique des Corses due à l'absence d'emploi, le sous-équipement de tous les services collectifs, la colonisation agraire (75 % des terres cultivées sont détenues par des capitaux extérieurs) ; la colonisation touristique (90 % des sites côtiers sont contrôlés par les grandes sociétés bancaires) ; la discrimination ethnique au détriment des Corses, en matière d'embauche, de salaire, d'attribution de crédit. Les Corses redoutent que le bi-centenaire, au lieu de leur apporter une impulsion économique, n'étende pudiquement sur le déséquilibre social de l'île le manteau impérial. « Vous avez le soleil et l'eau », leur avait dit Pompidou au mois de mars. Ils craignent de s'entendre dire bientôt : « Vous avez eu l'Empereur ».

De jeunes paysans ont démontré que la Corse n'était pas seulement un musée impérial. Dans la plaine de Linguizetta ils viennent de prendre possession, après une marche insurrectionnelle, de plusieurs lots laissés vacants par la S.O.M.I.V.A.C. (Société de mise à des rapatriés. En six ans, elle ne parvint pas à trouver un seul acquéreur. Plutôt que de les attribuer à des candidats corses, elle préféra laisser le maquis repousser sur les surfaces défrichées. Maintenant ces paysans attendent les gendarmes.

La Corse est exaspérée dans les villes comme dans les campagnes. C'est une révolte confuse qui n'a le plus souvent aucune expression politique. Elle ne va pas jusqu'à la tentation autonomiste. L'oppression centralisatrice a convaincu les insulaires qu'ils avaient une vocation à l'exil. « Ce pays n'est pas pour nous ». Une révolte triste et résignée qui assombrit tous ceux qui restent, jusqu'aux enfants.

A Vico, un gros bourg, un ancien gros bourg

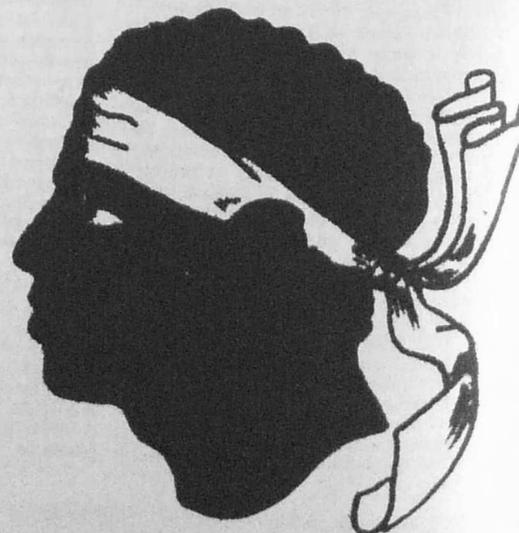
de montagne, aux vieilles maisons noircies qui s'affaissent et qui se vident peu à peu de leurs habitants, il y a, sur la place resserrée, une salle de billards électriques. Les gamines, qui en sont exclues — c'est réservé aux garçons — se tiennent sur le seuil, curieuses, pensives, déjà très loin de ce village, révoltées contre leurs frères qui les empêchent de jouer au billard électrique, contre leurs maisons enfumées de paysans où elles étouffent, contre tout ce qui est corse, contre ce cousin corse éloigné, accueilli à la mode corse, avec force récapitulations généalogiques. Elles sont déjà appelées vers ailleurs, vers autre chose. Elles sont sur le départ. Le boucher, par exemple, est parti s'installer à Ajaccio. Ses filles iront plus loin. En France.

Le sentiment d'être seuls au monde. « Rappelez-leur la position de la Corse, dit un pêcheur de corail, à bord de son bateau « le Poisson électrique ». Entre le 6° et le 7° degré de longitude est et le 41° et le 42° de latitude nord ».

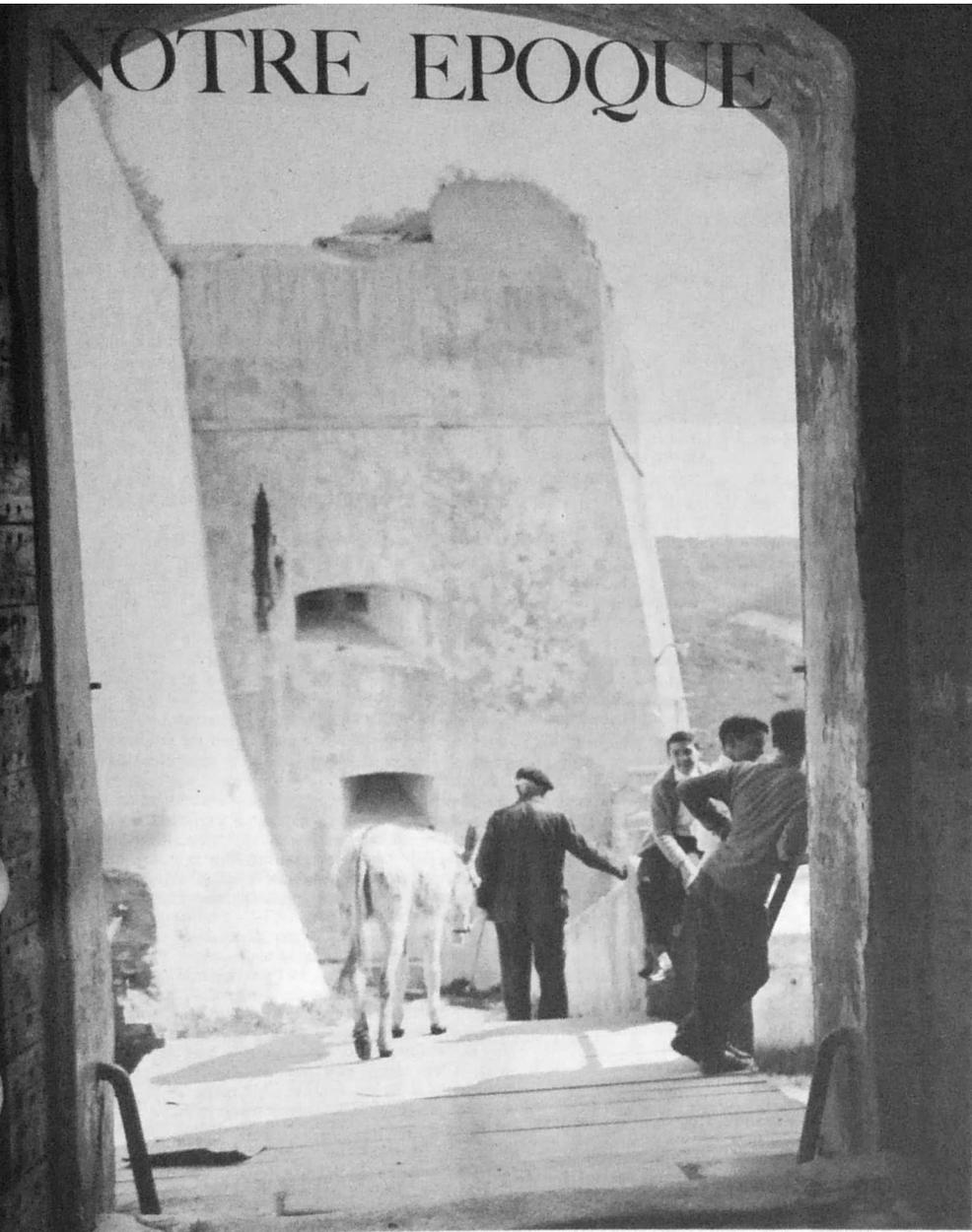
Dix habitants au km²

Ce qu'on voit tout de suite, c'est que les villages sont vides, laissés à la garde des vieilles gens. C'est que, à Ajaccio et à Bastia, toute une partie de la population vit de l'air du temps : une chambre dans les vieux quartiers, un emploi fictif (souvent à la mairie). Ce qu'on voit, ce sont les signes d'abandon. Le vieux port de Bastia qui se délabre,

LA TÊTE DE MAURE
Sur le drapeau de la Corse



NOTRE EPOQUE



LA CITADELLE DE BONIFACIO

« Les jeunes s'en vont vers le continent, les vieux vers le cimetière »

La Corse se vide par la mer. Combien de Corses sur le continent ? Là encore, il est impossible d'avancer un chiffre. Peut-être 300 000. Pourquoi émigre-t-on ? Pour toutes sortes de raisons évidentes mais qui sont toujours exprimées de la même manière : « Si on veut faire quelque chose, il faut partir ». On ne part pas toujours en bons termes avec l'île. Souvent on est plein d'amertume devant les agissements de certaines autorités locales, les passe-droit, les bourses décernées selon des critères politiques, tout cet affairisme de la bourgeoisie locale, cet arbitraire que le pouvoir central a toujours favorisé en Corse. L'île pèse, opprime quelquefois. On part pour trouver du travail, pour finir ses études, pour entrer dans un service public...

Une insulte grave

La Corse est une « zone de recrutement d'employés d'Etat » (1). Elle continue à essaimer dans la haute, moyenne et basse administration. Comme elle s'était dispersée dans l'Empire colonial, source de carrières prodigieuses, où un certificat d'études ouvrait des proconsulats absolus sur des hectares de brousse. Il est impossible de prévoir l'évolution socio-professionnelle de l'émigration corse maintenant que l'outre-mer ne donne plus que sur Marseille. En tout cas, même si l'on est parti sur un coup de tête, on revient volontiers. La Corse exporte des éléments dynamiques, jeunes, et importe des éléments improductifs : 18 000 retraités ; 12 % de la population.

Yerahmiel Kolodny, auteur de *La Géographie urbaine de la Corse*, précise : « Une proportion variant du tiers à la moitié de la population vit de la pension. Le nombre des pensions de toutes natures payées par la Trésorerie générale seulement s'élevait en 1958 à 75 000. En 1958, les sommes payées comme pensions d'Etat étaient de 124 % supérieures aux salaires du secteur privé. Emigration, vieillissement. A Sartène, environ 48 % des agriculteurs actifs ont dépassé la soixantaine. Comme disait un maire : « Les jeunes s'en vont vers le continent, les vieux vers le cimetière. » La population active de la Corse ne compterait (« Tout est, en Corse, extrêmement difficile à connaître ») que 65 000 habitants.

La main-d'œuvre est insuffisante. Des ouvriers italiens viennent travailler en Corse, originaires de Toscane pour le Nord de la Corse (7 % de la population bastiaise) ou de Sardaigne (15 % à Ajaccio) ; d'Afrique du Nord aussi. Ces travailleurs immigrés sont en général méprisés et exploi-

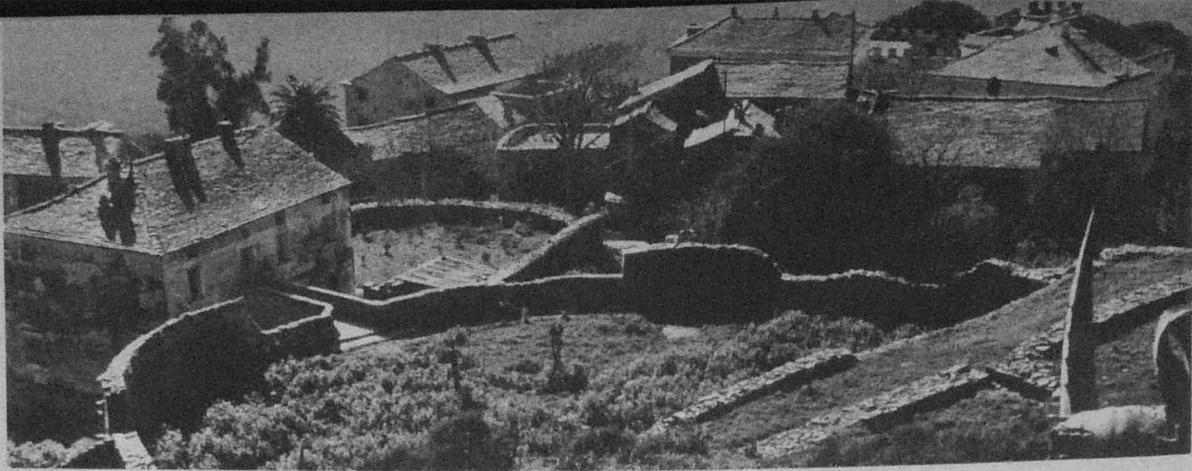
qui meurt lentement dans sa misère, et sa beauté. C'est Propriano, avec ses décharges publiques, son bidonville près des plages, ses cuves à goudron sur les quais, ses baraques. Propriano, où il n'y a pas le tout-à-l'égout. Ce qu'on voit, ce sont les destructions, les rivières où il n'y a plus de truite, le massacre de la faune, des aigles, des mouflons, le dépeuplement des prairies sous-marines, l'extermination concertée des forêts. La Corse : un pays, une communauté qui s'atrophie à vue d'œil.

En 1911, 7 villages de moins de 100 habitants. Il y en a maintenant une centaine. Combien la Corse compte-t-elle d'habitants ? Il est difficile de le dire, en raison de la surestimation des statistiques démographiques. On chiffre à 13 % l'écart qui existe en Corse entre la population légale et la population réelle. (Sur le continent, cet écart est de 1,7 %.) Ce pourcentage exorbitant est dû tout d'abord aux liens conservés par le Corse émigré, toujours inscrit, recensé chez lui. Et aussi aux stratagèmes électoraux des maires, des conseil-

lers généraux, des hommes politiques qui se traduisent par une surestimation de la population insulaire. « Tout est, en Corse, extrêmement difficile à connaître... », écrivait Bonaparte. Disons 160 000.

« Il en faudrait 300 000 », disent les responsables de la SOMIVAC. La population corse décroît. Ou plutôt, la Corse se vide, car le taux de progression naturel reste important. Dans le Cap, en Balagne, dans la Castigniccia, où la terre est favorable, il y a encore de nombreux villages habités ; mais il suffit de traverser une fois par an les cantons de Sari d'Orcino, de Sainte-Lucie de Tallano, de Vico, de Muro, de Sermano, de Piedicorte, de Piedicroce, pour constater que, d'année en année, les maisons se ferment, et la vie s'éteint. La densité moyenne de la Corse est de 10 habitants au km² ; elle est inférieure à 5 dans de nombreuses régions, dans le désert des Agriates, dans le nord-ouest, dans le Niolo, dans la chaîne d'Orcino, dans le Fium Orbo.

Atlas Photo



Holmès-Lebel

LE VILLAGE DE CAMERA
Le sentiment d'être seuls au monde

tés par les employeurs. L'épithète « sarde » est une insulte grave.

La surface improductive de l'île est de 64 % (16,7 % en Sardaigne). La population rurale a diminué de 50 % en cinquante ans, pas seulement à cause de l'émigration. La terre corse est d'abord soumise à un micro-parcellement d'origine naturelle ou juridique. Ensuite, dans le Sud, les seigneurs du Sartenais ont ruiné la région, autrefois céréalière, en laissant leurs terres au maquis. Enfin, en décidant il y a soixante-dix ans de s'intéresser aux brebis corses, la société Roquefort a incité les paysans corses à délaisser les cultures pour les pâturages. Voilà pourquoi les villages corses sont vides, voilà pourquoi la Corse a l'air quelquefois si triste, malgré « le soleil et l'eau ». La Corse se sent abandonnée, prise dans la mer. Ceux qui habitent la Corse, ce sont ceux qui « restent ». Ne pas partir a toujours une allure d'échec. Ceux qui restent se désintéressent de l'île, s'accrochent à une municipalité, à un clan pour survivre.

Au tribunal correctionnel de Bastia, le 15 juin dernier. Un employé municipal est poursuivi pour détournement de fonds. L'avocat se lève : « Mon client a des excuses, dit-il. Ce n'est pas un comptable de métier, c'est un menuisier. D'ailleurs la responsabilité de cette caisse, qui avait pour objet d'encaisser les sommes dues par la Sécurité sociale et de les reverser aux pharmaciens, avait été confiée, avant lui, à un pompier. Il y a d'autres coupables que mon client : un individu de sexe masculin s'est fait rembourser en partie l'achat d'une ceinture de grossesse. »

Le Corse se débrouille, comme il peut, avec une « connaissance parfaite de l'aide que l'Etat peut apporter à un particulier » (1).

« La Corse est abandonnée de Dieu et des hommes ». Là-bas, c'est un proverbe. Ce sentiment conduit au découragement, au désespoir, à l'autodestruction. Il façonne une mentalité, ce fatalisme que les continentaux prennent pour du laisser-aller méditerranéen, une insouciance encouragée par le climat. La population corse, paysanne ou urbaine, s'est retranchée dans ses habitudes.

Des bergers mal vus

Certains auteurs ont soutenu qu'il n'y avait pas de paysans en Corse. En fait, il n'y a pas de fermes. Il y a des maisons, dans des villages agglomérés, qui n'ont pas le caractère de maison rurale. Aucune dépendance. Le troupeau vit en liberté, dans de mauvaises conditions. La Somivac essaye d'acclimater les paysans à la ferme. Les grands propriétaires sont rares. Quelques grands domaines, dans le Sud, appartenant à de vieilles familles du Sartenais qui laissent la plus grande partie de leurs terres au maquis, se contentent des apparences de la richesse. Quelques domaines de plus de cent hectares, exploités par des pieds noirs dans la plaine orientale.

Puis, des centaines de petits propriétaires, traités ou commerçants dont les terres, de moins d'un hectare, échappent au monde rural. Peu de vrais ouvriers agricoles, sauf dans le canton de Sartène, où ils sont généralement spécialisés et où ils ont formé un milieu politique.

La terre des paysans est convoitée par 1 500 riches bergers qui possèdent leurs troupeaux (100-

200 bêtes), font de bonnes affaires avec la société Roquefort, mais n'ont pas de terre. Il n'y a pas de bergers salariés parce que la brebis corse est délicate et qu'il faut à l'œil du maître. Mais les paysans ne veulent pas vendre de terre aux bergers. Ça ne se fait pas de vendre sa terre. C'est le principe de la non-aliénation. On se contente de la louer. Les bergers mènent le cycle habituel de leurs travaux et de leurs jours. L'hiver, ils se tiennent en plaine, l'été, ils « montent », s'arrêtant dans les villages de montagne.

Ces errants sont mal vus. Les pouvoirs publics voudraient les fixer : ils encombrant les routes et empêchent par leur genre de vie ancestral la rationalisation de l'élevage. Les défricheurs récents ont peur. Ils savent que leur prospérité se fait sur le dos des bergers. Les forestiers les haïssent : ils savent qu'il n'y a rien de tel qu'une forêt incendiée pour faire une bonne prairie. Tous les étés, la Corse brûle. 10 000 hectares en moyenne par an (dont 2 000 de forêt). La Somivac est à la recherche d'un équilibre sylvo-pastoral. C'est un compromis difficile.

Le prix du bras de mer

Autre catégorie hostile à toute nouveauté : les pêcheurs qui redoutent un effort concurrentiel trop poussé. Aucune embarcation de plus de six tonnes. Trois hommes à bord. Le pêcheur ou un membre de la famille vend directement au consommateur. Ils font vivre un millier de personnes à Ajaccio, et quelques centaines à Bastia. Comme les bergers, ils ont tendance à exploiter à fond le milieu naturel. Il n'est pas question de leur demander d'interrompre par exemple la pêche de la langouste d'octobre à avril. Un garde maritime trop curieux a beaucoup de chances de mal finir. De même qu'un garde forestier trop zélé.

Voilà pour les Corses des champs et de la mer. Les Corses des villes ? La population ouvrière est répartie dans le bâtiment, le transport, la manutention, les services publics, l'hôtellerie, la répartition et la vente. Mais les seules activités accomplies par un véritable prolétariat urbain sont le trafic portuaire et la construction. Ces secteurs comportent un tiers d'ouvriers et deux tiers d'employés. Dans ce tiers d'ouvriers, il y a une majorité d'étrangers.

Plaisanterie classique des continentaux : l'ouvrier corse est un individu difficile à trouver. Plaisanterie injuste : il n'y a pas d'enseignement technique et professionnel en Corse. Le commerce est anarchique. Il est souvent considéré comme un complément de la retraite. Les petites épiceries de détail, où on vend de tout, prolifèrent : 110 à Bastia, 107 à Ajaccio. Les transactions commerciales utilisent de multiples commissionnaires qui alourdissent les circuits de distribution. Le cafetier, le tenancier de bazar est souvent l'agent d'une entreprise de transport local.

Le commerçant corse s'approvisionne en usines, par colis postaux, mode de transport avantageux pour les petites marchandises. Il éprouve une grande méfiance pour les groupements d'achat. D'ailleurs, il n'aime pas le commerce. C'est sympathique, mais onéreux pour tout le monde. Les prix sont fantaisistes, l'approvisionnement aussi. Ajaccio, qui ne compte que des entreprises moyennes, et qui vit du gonflement de son secteur tertiaire, connaît encore des relations sociales archaïques : son tra-

vail, son emploi, on le doit à son patron. C'est un bienfait. On lui doit de la reconnaissance. On est son obligé.

Une économie de moyens et de force. Une vie au ralenti. Reste l'espoir régionaliste. La création, en novembre 1956, de la région de programme Provence, Côte d'Azur, Corse n'a pas résolu le plus grave problème de l'île : le handicap de l'insularité. Pour le Corse qui est resté en Corse, la vie est plus chère de 30 %. C'est le coût du bras de mer. La société Roquefort, la société minière de Canari, versent à leur personnel une prime d'insularité. Il y a un franc corse, comme il y avait un franc CFA. Aux Corses le bras de mer coûte les frais de voyage sur le continent et tous les frais d'approche qui grèvent les produits importés. Le transport maritime est à sa charge. Lorsqu'un Corse exporte, c'est à partir du « wagon-Marseille » et non, comme ses concurrents continentaux, à partir de son usine. Une solution consisterait à exporter des produits finis, au lieu d'exporter de la matière brute à faible valeur marchande et au poids considérable.

Mais d'abord il n'y a pas de main-d'œuvre (pour l'ébauchage des pipes par exemple). Et surtout l'exiguïté du marché local ne permet pas à une usine de transformation de survivre. C'est ainsi que l'amiante des mines de Canari, dans le Cap (1/4 de la production française) revient en Corse sous forme de fibro-ciment, au prix alourdi par les frais de mer. C'est ainsi que les scieries de Francardo, Barchetta et Bastia traitent seulement 20 % environ du bois exporté. C'est ainsi que le liège de bouchonnerie ne représente que 20 % de la récolte, etc. La mer paralyse, décourage.

« Un appendice ensoleillé »

Bien sûr, il y a les compensations fiscales : le fameux décret impérial du 24 avril 1811. C'est le texte fétiche. Tous les Corses l'ont dans la mémoire et dans le cœur. C'est lui qui a peut-être enraciné l'engouement bonapartiste dans l'île. Le décret impérial exonéra les Corses des droits d'enregistrement et des taxes indirectes. L'empereur, au demeurant, n'avait pas fait un cadeau aux Corses. Il avait simplement calculé que les frais de perception étaient supérieurs aux recettes. Il avait d'ailleurs prévu d'augmenter l'impôt direct ! L'ensemble des allègements fiscaux obtenus jusqu'à ce jour par les Corses ne suffit pas à combler le bras de mer, ni à placer la Corse sur le même plan que la Provence et la Côte d'Azur (2). Depuis plusieurs années les Corses demandaient donc à devenir une région de programme autonome. Le malheur est que la région corse ne comprend qu'un département et n'élit donc qu'un conseil général. Or le projet de réforme de l'administration locale prévoit l'institution d'assemblées régionales dotées de pouvoirs plus étendus que les actuelles Coder. Elles pourraient même avoir la possibilité de lever l'impôt et seraient de toute façon destinées à coiffer

(2) L'Italie a su pourtant surmonter cette difficulté. En effet, les expéditions à destination ou en provenance de la Sardaigne ne sont soumises à aucuns frais supplémentaires, du fait de l'insularité. La Compagnie des chemins de fer italiens, qui exploite les lignes de ferry-boat desservant la Sardaigne, a assimilé le tarif maritime au tarif ferroviaire, en prenant pour base une distance virtuelle inférieure à la distance réelle (100 km pour les 260 km qui séparent Civita Vecchia de Golfoarenzia, dans le sud de l'île).

(1) Kolodny, « Géographie urbaine de la Corse ».

les conseils généraux. Ce qui, dans le cas d'une région corse, poserait un problème politique épineux. On prétend qu'Olivier Guichard aurait l'intention de rattacher la Corse à Paris, « la plus grande ville corse de France ». L'idée d'une région corse se heurte encore, en ce bicentenaire impérial, aux conceptions jacobines et napoléoniennes.

Pour la France, la Corse n'est pas encore une région. C'est toujours cette île achetée à la sauvette par M. de Choiseul, une réserve de Méridionaux folkloriques et paresseux, une mine d'anecdotes savoureuses. « C'est dommage, je m'amusais bien », disait un sous-préfet de Calvi en quittant son poste.

Bien que le régionalisme soit la seule issue, la Corse n'est devenue régionaliste que par raison, par force. Elle n'y croit pas. Elle reste l'île où l'on ne revient que pour mourir, ou pour se montrer. Sur le pont des bateaux, lorsqu'on commence à sentir les parfums du maquis, les facteurs en congé mettent leur uniforme. Le régionalisme est difficile à implanter dans un pays où le bien-être, la sécurité se confondent avec le service public, où l'ambition des enfants est d'être « buralistes », c'est-à-dire de travailler dans un bureau.

Certains régionalistes pratiquent un chantage à la sécession. Ils sont aidés par quelques chiffres. L'examen du commerce extérieur de la Corse montre que l'Italie est le meilleur client et le plus gros fournisseur de la Corse. En 1961, la direction des enquêtes économiques avait déjà constaté que la Corse était déjà concurrencée sur son propre marché par les produits agricoles italiens. « Si le handicap de l'insularité continue à peser sur la Corse, dit le Dr Simeoni, leader de l'A.R.C. (Action régionaliste corse), le développement du Marché commun va créer un courant d'échanges entre la Corse et le continent européen. Ce courant se détournera de la France et se dirigera vers l'Italie et par l'Italie vers l'Europe centrale et nordique. » Ce n'est pas sérieux, personne n'y croit. La Corse

restera la cliente de la France. Cliente au sens romain. La France est la dispensatrice de bienfaits individuels, la protectrice qui « case » les enfants.

La Corse, un appendice ensoleillé divertissant et inutile. Une région improductive dont l'abandon ne peut porter préjudice à l'économie française. Le « problème corse » est marginal, silencieux. Il dure depuis la conquête, il n'a aucune incidence sur le plan national. « En Italie, dit encore le Dr Simeoni, la question du Midi, la question des îles concerne des zones qui représentent la moitié du territoire. Ce sont des problèmes nationaux. Les responsables italiens ont eu la conviction que le sous-développement du Sud aurait entravé à plus ou moins brève échéance le dépérissement du pays tout entier et la rupture de l'unité nationale. Le malheur de la Corse, c'est de n'occuper que 8 000 km² d'un territoire qui en compte plus de 500 000. »

Le malheur de la Corse, c'est de n'être que la Corse. La Corse s'illustre au Conseil d'Etat, à la Cour de Cassation, dans le barreau. Les véritables héros de la Corse ce sont Campinchi, Moro Giafferi, ce n'est pas Pascal Paoli, le « babbu » (le père) le libérateur qui voulait faire de son pays l'île des lumières politiques et philosophiques. Les vraies lumières de la Corse sont à Paris.

Un besoin de défi

A la Sorbonne, au mois de mai, des étudiants corses sont venus soutenir la révolution régionaliste. Il y avait des Bretons, des Catalans. Mais les Corses étaient empêtrés par le passé de l'île, fait d'allégeance, d'obéissance sans murmure. La révolte sociale n'existe pas en Corse. Il n'y a que des revendications au guichet de l'Etat. Il n'y a jamais eu de banditisme paysan en Corse. Il n'y a eu que des bandits d'honneur poursuivis par une fatalité personnelle, ou des « percepteurs », comme Romanetti et Spada, qui rançonnaient les paysans,

imposaient les voitures postales et étaient souvent à la solde des politiciens locaux. Une équipe de régionalistes corses, le F.R.C. (Front régionaliste corse) essaie d'universaliser, de continentaliser les revendications de l'île en alliant les deux principes : pouvoir régional et socialisme. Ils réclament une assemblée régionale élue et responsable, le remplacement du préfet par un exécutif régional élu. Ils réclament l'incompatibilité de mandats, régionaux et supra-régionaux, afin que la nouvelle assemblée ne soit pas le refuge d'hommes de clan et de notables. Ils préconisent un système de coopératives formées de paysans pauvres et de salariés agricoles, un contrôle syndical sur les sociétés de mise en valeur. C'est une tâche impossible parce que la Corse respecte la puissance, l'argent. Parce qu'il a une incroyable mémoire des services rendus. On reste lié au clan Gavini parce qu'un arrière-grand-père a obtenu un jour une révision de pension. Le problème corse n'est pas économique. Il est difficile de transformer en région une île enchaînée au continent, à tous les régimes en place, par les liens de l'espérance individuelle et des intérêts. Une île de coutumes où la vie n'arrive pas à prendre, où le ressentiment contre le pouvoir central reste vague, ne se traduit que par une désobéissance sournoise.

Le maire de cette station qui clôture des morceaux de trottoirs pour y planter des tomates n'obéit qu'à son bon plaisir, mais aussi à un besoin de défi. Comme ce berger du Niolo, qui met tous les étés le feu aux forêts, et qui nargue ses poursuivants en fuyant dans la montagne, sa canadienne bourrée de billets de banque, parce qu'il garde sur lui toute sa fortune. La délinquance de la Corse est un signe de solitude. Cela, du moins, n'est pas extrêmement difficile à connaître.

FRANÇOIS CAVIGLIOLI

N. B. — On consultera avec profit l'étude d'Anne-Marie Guigue : « Le Sous-développement corse », thèse publiée par l'université de Nancy.

Signes des temps

Les Soviétiques et la pilule

L'encyclopédie « Humanae Vitae » a soulevé des polémiques dans le monde entier : on en remarque d'autant plus le silence des Russes. Seul le quotidien « Kommunist », publié à Erivan (Arménie) a attaqué, avec humour, la position officielle des catholiques en soulignant que la grande majorité des parents du monde acceptera difficilement de laisser Dieu seul décider de la naissance de ses enfants.

Le correspondant du « Times » à Moscou suggère deux explications possibles du silence des dirigeants soviétiques : 1) La pilule n'existe pas en Union soviétique. Les femmes qui refusent un enfant doivent se soumettre à l'avortement, qui est légal depuis 1955, mais qui leur vaut néanmoins de subtiles vexations. 2) Le gouvernement de l'U.R.S.S. se préoccupe, chaque jour un peu plus, de la dénatalité. Entre 1960 et 1965,

le taux des naissances est tombé, dans le pays, de 25 à 18,4 pour 1.000. Cette forte baisse, combinée avec l'exode des jeunes vers les villes, a donné des résultats inquiétants : dans certains villages de la Russie d'Europe, un tiers des maisons sont abandonnées et l'on n'a pas enregistré de mariages et de naissances depuis plusieurs années. On peut penser, dans ces conditions, que les dirigeants soviétiques verraient, d'un bon œil, une augmentation des naissances post-encyclopédiques chez les Ukrainiens ou Lithuaniens catholiques.

Les jeunes hommes à l'oreille cassée

Si les jeunes gens n'écoutent plus leurs aïeux, ce n'est pas toujours parce qu'ils les considèrent comme de vieux croûtons : c'est souvent parce qu'ils ne les entendent pas. C'est ce qu'a découvert M. George T. Singleton qui remarqua, assure « Time », que sa fille ne percevait pas du tout ce qu'il lui disait lorsqu'il la accompagnait à la maison après le bal. En fait, les spécialistes de l'oreille, qui ne s'étaient occupés, jusqu'à présent, que des problèmes causés par le bruit des jets (140 décibels), du marteau-piqueur (130 décibels), du métro (90 décibels) et de certaines usines, devront s'occuper, maintenant, des conséquences, pour l'ouïe juvénile, des 120 décibels généralement administrés par les orchestres modernes, pourvus d'amplificateurs et jouant dans de minuscules salles. Toute exposition prolongée à un bruit dont l'intensité dépasse 85 décibels

provoque une perte de l'acuité acoustique pouvant aller de 11 à 35 décibels pour une durée variable.

Ennuyeux comme la pluie

Que le climat d'une région soit modifié par les usines avoisinantes, c'est ce qu'ont toujours affirmé les gens du cru. On ne les écoutait pas plus que ceux qui affirmèrent que la vitesse du chemin de fer provoquerait de graves troubles de l'organisme.

Pourtant, dans la petite ville américaine de La Porte (voisine de Chicago), il pleut plus qu'avant 1925 et plus que dans les petites villes des alentours. En 1962, M. Glenn E. Stout, découvrit un rapport entre la courbe des pluies sur La Porte et la courbe de la production de l'acier dans la banlieue de Chicago.

Aujourd'hui, Stanley A. Changnon affirme que l'activité industrielle, qui augmente à la fois la température, l'humidité et la teneur en poussière de l'air — éléments qui tous trois favorisent la condensation — a donc un rapport certain avec l'aggravation des chutes de pluie de la région.

Du pain frais pour demain

Les savants Irving Hunter, May Walden et James Sherer ont réussi à déterminer la nature de la substance qui donne au pain, à peine sorti du four, son odeur de « frais ». Cette substance, la pirdine, est extrêmement volatile. Les savants ont donc cherché, avec succès, des dérivés de cette substance qui seraient plus stables et qui émettraient la même

odeur. Il suffira donc d'ajouter ce produit au pain pour qu'il conserve son parfum sous cellophane ou même après congélation.

On the waterfront

Les dockers américains menacent de se mettre en grève le 1^{er} octobre si leurs revendications ne sont pas satisfaites ; ils demandent six dollars de l'heure et la semaine de 40 heures. A travail à peu près égal, les dockers américains auront donc un salaire de près de 5 000 francs par mois, tandis que leurs collègues français toucheront environ 1 600 francs, Grenelle compris. Quant aux dockers de Cotonou...

Les mongoloïdes

On avait déjà noté le rapport entre le mongolisme et l'âge de la mère : à moins de trente ans, une femme sur 3 000 risque de donner naissance à un enfant mongoloïde, tandis qu'après 45 ans, c'est une sur quarante. On sait aussi que les bébés mongoloïdes présentent une anomalie chromosomique — généralement un chromosome de plus.

On pensait, jusqu'à présent, que cette « erreur » était due à quelque type de malformation de l'ovule chez les femmes âgées. Il apparaît aujourd'hui que cette malformation de l'ovule est plutôt due à une fertilisation retardée qu'à l'âge de la femme. Après 24 heures, un ovule non fertilisé se détériore. Ce serait donc parce que les femmes plus âgées, ou les vieux ménages, ont des rapports moins fréquents que les jeunes, qu'il leur naît plus fréquemment des enfants mongoloïdes.